

Solidaires en action n° 158 (25 septembre 2018)

25 septembre 2018



SOMMAIRE

- 9 octobre : il y a urgence à contre-attaquer
- Voie professionnelle : en grève le 27 septembre
- Retraités-es : on ne se laissera pas faire
- IJS de Saint-Jean-de-la-Ruelle : une grève très massive
- NEWLOOK : les salarié-es ne sont pas des chiffons
- 28 septembre : mobilisation pour le droit à l'avortement
- Terres communes : défendons le bocage et ses mondes
- Elections Fonction publique : Solidaires en campagne !
- Mantes la Ville : l'extrême droite n'est pas chez elle !
- Postier-es du 92 : la lutte continue
- Solidaires en action : aussi sur Facebook

Le 25 septembre 2018

9 octobre : il y a urgence à contre-attaquer !

Nos salaires, pensions de retraite et minima sociaux stagnent et les dividendes versés aux actionnaires, multipliés par 5 en 30 ans, flambent : les entreprises du CAC 40 ont réalisé 94 milliards d'euros de profits en 2017 ! En une décennie, les 10 plus riches fortunes françaises ont vu leur patrimoine quadrupler alors qu'il faut 6 générations à une famille pauvre pour atteindre le revenu moyen. Pourtant, c'est bien notre travail qui crée les richesses et elles ont été multipliées par 4 en 30 ans !

Les prestations sociales devraient subir un nouveau tour de vis, les indemnités chômage revues à la baisse et la revendication du MEDEF de dégressivité semble être retenue par le gouvernement. Mais cela ne s'arrête pas là ! C'est le patronat qui bénéficie de « cadeaux » supplémentaires comme la baisse de cotisations pour pérenniser le CICE (70 milliards d'euros depuis 2013).

Les annonces gouvernementales et les contre-réformes successives ne font qu'amplifier le creusement de ces inégalités : une large majorité de la population juge injuste et inefficace la politique du gouvernement au service exclusif des intérêts patronaux.

Le gouvernement prépare un budget d'austérité : nouvelle diminution des emplois aidés, nouveau coup contre les retraités avec le décrochage des pensions par rapport à l'inflation, cela s'ajoutant à la hausse de la CSG cette année, 4500 suppressions d'emplois dans la Fonction publique de l'Etat, remise en cause des statuts dans l'ensemble des 3 fonctions publiques avec la reprise de certaines recommandations de CAP 22.

Dans ce contexte, la **journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle du 9 octobre** à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, FIDL, UNEF et UNL est le moment pour toutes et tous, salarié-es, retraité-es, privé-es d'emplois, lycéen-nes et étudiant-es d'exprimer le refus de cette politique détruisant briques par briques notre modèle social.

C'est aussi le moment de **transformer les attentes en une expression forte des revendications**, du lieu de travail à la rue.

Il est urgent de revendiquer :

- une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux pour gagner du pouvoir d'achat ;
- la réalisation concrète de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- un service public de proximité pour toutes et tous qui mette fin aux inégalités territoriales et sociales;

• l'arrêt des réformes régressives visant la casse des droits collectifs et les mécanismes de solidarité.

Celles-ci favorisent l'**émergence d'une logique de chacun pour soi inégalitaire** où l'on ne reçoit qu'à la hauteur de ses moyens et non plus en fonction de ses besoins : remise en cause des conventions collectives et des statuts, réforme des assurances maladie et chômage, retraite ;

• le droit à la retraite à taux plein pour toutes et tous les salarié-es, dès l'âge de 60 ans et en deçà pour les travaux pénibles ;

• l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation pour faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active et la fin d'une logique de sélection aveugle du plus jeune âge jusqu'à l'université via Parcoursup ;

• une vraie politique d'investissement ciblée notamment sur les enjeux environnementaux qui assure l'avenir des générations futures.

**POUR LE PARTAGE
LE 9 OCTOBRE
DES RICHESSES
GREVES, MANIFESTATIONS**
Union
syndicale
Solidaires

Dans chaque entreprise, dans chaque administration, sur les lieux d'études, dans les lieux de vie, mobilisons nous dès le 9 octobre et tenons des **assemblées générales de grévistes** par secteurs ou par ville pour tracer collectivement des perspectives de luttes, car nous savons qu'une journée, si elle peut montrer que nous refusons la situation, ne suffira pas à faire plier le gouvernement.

Les raisons de se mobiliser, dans nos secteurs aussi bien qu'à l'échelle des politiques nationales sont nombreuses. **Nous ne sommes pas résigné-es et nous allons le montrer !**

